

ne fut que clameurs assourdissantes laissant à peine entendre la voix de l'orateur, pâle, froid. Les noms !

Les noms ! criait la Chambre, et M. Delahaye répondait : l'Enquête ! l'Enquête ! Chambre et gouvernement sentirent l'impossibilité de s'y refuser ; une commission fut aussitôt nommée. Aussi bien la mort de M. de Reinach la veille de l'interpellation avait ému le public qui voulait la lumière. Officiellement le banquier, célèbre par son gendre le député Joseph Reinach, est mort d'une congestion cérébrale ; mais dès qu'on sut la nouvelle, le bruit d'un suicide courut ; puis bientôt après, la *Cocardie*, sans ambiguïté, soupçonna un assassinat ; plus tard même, les journaux parlèrent d'une comédie mortuaire, M. de Reinach étant bien vivant à l'étranger. La vérité, point encore on ne la sait, puisque le ministère, après avoir promis l'exhumation à la commission parlementaire, la refusa, ce qui amena une nouvelle interpellation. Le résultat fut, après un discours de M. Brisson, le président de la commission, la chute du ministère.

La commission fonctionne, mais mal, car elle n'a aucun pouvoir judiciaire, et il lui est impossible actuellement de faire la lumière complète. Elle ouït cependant diverses personnes, et notamment M. Delahaye, dont anxieusement la déposition était attendue. De toutes les poitrines parlementaires, un immense soupir de soulagement s'échappa quand elle fut connue. Les corrompus se gaudissaient de ce que, n'ayant aucune preuve, il n'avait pu citer aucun nom. Les pauvres ne percevaient point en ce relatif silence une habile manœuvre de tacticien désireux d'englober dans la réprobation générale non point seulement les achetés mais encore les autres, ceux qui les défendraient. Il est en effet certain que M. Delahaye possède des preuves ; que la *Cocardie*, la *Libre-Parole* en possèdent aussi. D'ailleurs, pour être convaincu de la véracité des accusations, ne suffit-il point de lire attentivement la déposition du conseiller à la Cour Prinet, chargé de l'instruction du Panama sous la direction de M. Quesnay de Beaupaire ? Malgré les réticences du magistrat, elle est terriblement lumineuse cette déposition ! Et il semble prouvé que dans le dossier judiciaire git la preuve de l'achat d'une centaine de députés, d'aucuns disent 172. Le dossier bavard, la Commission le veut voir, mais le premier président Périvier, le procureur Quesnay s'y opposent. Actuellement l'affaire en est là, mais il n'est pas douteux que la magistrature opposante à la lumière ne soit brisée comme l'a été le ministère.

Le pays veut la vérité, il a soif d'honnêteté ; petite bourgeoisie, paysans, ouvriers, veulent connaître leurs voleurs. La Chambre en a une juste perception ; c'est pour-quoi elle fera la lumière ; elle y a un intérêt direct, car dans un an ont lieu de nouvelles élections, et dame, il faut être bien avec ses électeurs.

Pendant toutes ces péripéties parlementaires, la *Libre-Parole* contait que M. de Freycinet avait touché 200,000 francs pour un journal, le *Télégraphe*, que M. Laur Leroy, député, en avait reçu autant pour départager les voix en 1888 à la Commission du Panama, que le ministère Barbe avait eu, lui, 400,000 francs, que les sénateurs Béral, Herbrand (celui-ci 1,700,000 francs), Edmond Magnier,

avaient, eux aussi, passé à la caisse. Elle prouvait que M. Antonin Proust, député, avait touché de même que M. R... un ministre d'hier, qui n'est pas M. Ribot, mais M. Rouvier. Les noms s'étalent dans le journal de M. Drumont, et aucun des personnages nommés n'ose poursuivre en Cour d'Assises où la preuve se peut faire.

En somme, l'affaire Panamesque se corse d'autant plus que le public a notion des difficultés soulevées pour empêcher la lumière de briller. Cette magistrature qui, au nom de codes surannés, en torturant les textes, se dresse devant la commission ; cette presse qui, en d'habiles notes, tonne contre M. Ricard, l'auteur de ce scandale, qui le ridiculise et avec lui la commission d'enquête ; cette presse qui soutient la magistrature et déclare sans ambiguïté qu'il eut mieux valu céder toutes ses iniquités ; cette attitude enfin d'une partie du monde politique, et du journalisme, montre clairement à la masse, aux 800,000 souscripteurs du Panama, qu'ils ont été volés comme onques ils ne le furent. La Cie de Panama a été la vache à lait où tous ces gens venaient puiser, toujours insatiables. Des journaux pour tromper sciemment leurs lecteurs ont touché jusqu'à 500,000 francs ! Toutes ces ignominies que la masse devine ont créé chez le peuple une ferme résolution de voir clair. Tout le monde, même les plus compromis, en a l'intention. La commission se trouve dans la nécessité de faire la lumière ; elle ne le voudrait pas qu'elle ne pourrait pas ne pas le faire. La chambre se trouve dans la même obligation ; sous la pression de l'opinion publique, elle est entrée dans cette voie douloureuse ; sous la pression de l'opinion publique, elle ira jusqu'au bout, à son grand dam certainement. La situation est donc fort grave, révolutionnaire même, car la commission va être obligée de se transformer en une sorte de comité de salut public. La chambre est inéluctablement conduite à lui accorder des pouvoirs extraordinaires ; peut-être le sénat osera-t-il s'y apposer ? Alors le ministère, la chambre se trouveront acculés. Que feront-ils, poussés invinciblement par le peuple ? L'avenir nous le dira, mais nous ne serons pas étonnés qu'il en résulte un coup d'état et la disparition du sénat. En attendant, nous sommes sans gouvernement et sans budget pour 1893, et un mois seulement nous sépare de la nouvelle année.

Comme l'a écrit M. F. Magnard, dans le *Figaro*, les socialistes seuls profiteront de ce gigantesque scandale. Ils en ont la certitude, et dernièrement l'un d'entre eux, un jeune, me disait :

« Panama est le glas de la bourgeoisie. Ces escroqueries où l'on trouve des personnages politiques, des banquiers, des journalistes, des gros commerçants, des grands industriels, des nobles ont dessillé les yeux de la masse rurale et urbaine. Elle a soif de justice ; elle a faim de bien-être, et est fatiguée de peiner pour que le fruit de son labeur aille grossir les fortunes de ces escarpes de la haute société. Le socialisme est là qui lui montre un avenir resplendissant, où point ne seront possible tous ces vols. Aussi elle y vient, y accourt, voyant en lui le sauveur.

« Tout est pourri dans la société capitaliste ! Rien ne